

L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien : la richesse des pauvres ?

Pascale PHELINAS • Institut de recherche pour le développement (IRD)

Les questions de l'emploi et de la pauvreté en milieu rural ont longtemps été associées, dans la littérature, aux difficultés du secteur agricole. Les premiers modèles de développement (Lewis, 1954) considéraient que la main-d'œuvre ne peut être employée de manière efficace à la production agricole car l'agriculture manque de facteurs complémentaires au facteur travail, comme la terre et le capital, en raison d'une forte pression démographique sur les terres cultivables. L'excédent « structurel » de main-d'œuvre, qui en découle, entraîne une productivité marginale du travail nulle qui est en grande partie responsable des faibles revenus tirés de l'activité agricole. Dans ce cadre, les agriculteurs sont condamnés à la pauvreté et les transferts de main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie ou les services sont la clé de la croissance des revenus et de la production.

Contre cette conception de l'économie rurale, qui considère que les campagnes sont inefficaces et surpeuplées, une autre partie de la littérature sur le développement a soutenu l'idée selon laquelle l'agriculture dite traditionnelle est pauvre mais efficace (Schultz, 1953). La pauvreté rurale s'explique non seulement par les maigres ressources autres que le travail dont disposent les exploitations mais aussi par la faible productivité de la technologie traditionnelle. L'implication logique de cette vision est que l'adoption de techniques productives est le meilleur moyen de réduire la pauvreté prévalant dans les zones rurales de la plupart des pays en voie de développement (PVD).

De ces deux conceptions de l'agriculture découlent logiquement deux solutions destinées à soulager la pauvreté rurale : les transferts intersectoriels de main-d'œuvre et/ou le progrès des techniques agricoles. Or, mises en œuvre dans des situations concrètes, ces solutions n'ont généralement pas abouti à des résultats satisfaisants. D'abord, comme l'ont montré Harris et Todaro (1970), le taux de migration vers les villes a souvent excédé les capacités d'absorption du travail des secteurs non agricoles, ce qui s'est traduit par la généralisation du chômage et du sous-emploi urbain, un nombre croissant de pauvres vivant dans des bidonvilles, une grande pression sur les infrastructures des villes, une pollution excessive, un taux de criminalité important et, d'une manière générale, par la dégradation de l'environnement. Ensuite, même dans les pays (asiatiques pour la plupart) qui ont très largement adopté les techniques issues de la « Révolution verte », la situation de nombreux agriculteurs pauvres ne s'est guère améliorée et les migrations vers les villes restent massives.

La persistance et la sévérité de la pauvreté en milieu rural reste un phénomène préoccupant dans de nombreux PVD. Le Pérou est aujourd'hui un des pays où 54,8 % des individus vivent en dessous du seuil de pauvreté et où les inégalités de revenus sont parmi les plus fortes de l'Amérique latine. Les chiffres récents indiquent que 78,4 % de la population rurale vit au dessous du seuil de pauvreté, dont 51,3 % dans une situation d'extrême pauvreté (Herrera, 2002). Les raisons généralement avancées pour expliquer la concen-

tration des pauvres en milieu rural sont nombreuses et centrées autour de la capacité limitée de l'agriculture à générer des emplois suffisamment nombreux et convenablement rémunérés.

Face à l'impuissance de l'agriculture pour assurer un niveau de vie décent aux populations rurales, l'attention s'est récemment tournée vers les activités que développent les exploitations agricoles afin de diversifier leurs sources de revenu, que l'on nommera activités complémentaires¹. Nombre d'études récentes portant sur l'Amérique latine soulignent les répercussions de ces activités sur l'absorption de la main-d'œuvre dans des emplois pro-

ductifs, le ralentissement de l'exode rural, l'amélioration de la distribution des revenus, et la réduction du nombre de pauvres (Lanjouw, 1999 ; Elbers et Lanjouw, 2001 ; Ferreira et Lanjouw, 2001 ; Ruben et Van den Berg, 2001 ; Reardon *et alli*, 2001). Au Pérou, des travaux déjà anciens avaient souligné la diversité de emplois occupés par les travailleurs des exploitations agricoles péruviennes de la *Sierra* (Caballero, 1981 ; Figueroa, 1980 ; Gonzales de Olarte, 1994). Toutefois, ces travaux, centrés sur les zones les plus pauvres du pays, ne permettaient pas l'analyse de l'impact des variables environnementales (au sens défini plus bas) sur l'accès à l'emploi et aux revenus extérieurs à l'exploitation.

La présente étude a pour objectif l'analyse de la structure des emplois occupés par les actifs ruraux péruviens dans des environnements naturels et économiques variés, avec une attention particulière à la contribution des différentes occupations à l'emploi du temps productif des travailleurs et à la formation du revenu. On présentera, dans un premier temps, les difficultés d'analyse de la multiplicité des formes d'emploi en milieu rural lorsqu'on travaille à partir des statistiques nationales, et la mesure dans laquelle celles-ci contribuent à bâtir des représentations fausses de la situation de l'emploi dans les campagnes péruviennes. On explorera, dans un second temps, à partir de nos propres données d'enquête, la distribution du temps productif entre les différentes occupations possibles et ses effets sur le sous-emploi en milieu rural. Enfin, on examinera, dans un troisième temps, la relation entre la structure des emplois et la structure et le niveau du revenu des exploitations afin d'évaluer l'impact redistributif des emplois complémentaires.

Les sources de données sur l'emploi rural

1. Les lacunes des statistiques nationales

D'une manière générale, les statistiques nationales péruviennes, bien que d'une qualité

1. Il est difficile de trouver un terme satisfaisant et concis pour décrire l'ensemble des activités que développent les exploitations rurales afin de diversifier leurs sources de revenus. Le terme d'activité secondaire est déjà utilisé dans la plupart des enquêtes statistiques pour définir l'activité qui occupe le plus de temps productif après l'activité principale. En outre, ce terme présente l'inconvénient de conforter une vision répandue mais fautive, qui veut que ces activités occupent un rang secondaire à l'activité agricole et constituent des sources de revenus inférieures à celles de l'agriculture alors que l'inverse est souvent vrai. Nous avons retenu les termes d'activité, d'occupation ou encore d'emploi complémentaire. Cette terminologie permet de rendre compte de la complexité du processus de diversification qui s'organise selon trois modalités concrètes. La diversité des sources de revenus peut en effet provenir des emplois occupés successivement dans le temps en alternance avec l'activité agricole, des emplois occupés de préférence à l'emploi au sein de l'unité agropastorale, et des emplois occupés en même temps que le travail au sein de l'unité agropastorale. L'analyse de la saisonnalité des emplois, non présentée ici car elle dépassait le cadre de cet article, montre que le tiers des actifs a pour unique occupation le travail au sein de l'unité agropastorale, un autre tiers est « spécialisé » dans des emplois complémentaires, le dernier tiers ayant occupé plusieurs emplois au cours de la campagne agricole 2001-2002, parfois en même temps que l'activité agricole, mais plus souvent en alternance. Certains individus ont ainsi changé d'occupation et/ou de secteur d'activité au cours de l'année agricole, d'autres ont exercé plusieurs activités en même temps, dans différents secteurs, sur une période donnée, d'autres enfin ont occupé le même emploi dans le même secteur tout au long de l'année.

satisfaisante, mesurent très mal l'emploi des ruraux. Le principal défaut des sources officielles que l'on peut relever est l'inadaptation des méthodologies d'enquête à la saisie de la multiplicité des formes d'emploi en milieu rural et de la saisonnalité du travail agricole.

Une première lacune des statistiques nationales tient à la définition de la population enquêtée qui, s'agissant du monde rural, n'est pas pertinente. En effet, les enquêtes menées par l'Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI), sans doute pour éviter de recenser un nombre trop élevé d'enfants au travail au regard des normes internationales, n'enregistrent pas l'activité des membres du foyer dont l'âge est inférieur à 14 ans. Or, nos propres données d'enquête font apparaître un taux d'activité des enfants (tranche d'âge 6-13 ans) significatif.

Un deuxième écueil commun à beaucoup d'enquêtes concerne le choix de la période de référence qui s'applique aux questions posées. Les questionnaires de la plupart des enquêtes sont construits pour saisir l'emploi occupé au cours de la semaine précédant l'enquête. Ce référentiel de temps très court pose le problème de la dépendance des réponses à la période à laquelle l'enquête est réalisée. En effet, il n'est pas rare que les actifs ruraux occupent plusieurs emplois au cours d'un cycle agricole, et pour des durées variables. Ainsi, une même personne peut être engagée dans l'agriculture, les services ou l'industrie à différents moments de l'année, si bien que la probabilité que les individus occupent un certain type d'emploi (agricole/non agricole, à la ferme/hors la ferme) varie tout au long du cycle agricole. Or, tous les emplois occupés en dehors de la période de référence échappent à l'enregistrement statistique.

Un troisième inconvénient concerne le choix de la période de réalisation de l'enquête qui s'étale très souvent sur deux, trois voire quatre mois, et peut recouvrir en partie la basse saison des travaux agricoles, en partie la saison haute. La semaine de référence n'étant pas identique pour l'ensemble des exploitations, les résultats tirés de ces enquêtes

sont forcément imprécis. La saisonnalité de l'activité agricole, en particulier, a tendance à être lissée.

Un quatrième et dernier problème que soulèvent les enquêtes nationales vient de l'usage des notions d'occupation principale et secondaire, respectivement définies comme l'occupation qui accapare le plus de temps, et l'occupation qui accapare le plus de temps après l'occupation principale. Appliquée au monde rural, cette typologie ne va pas sans ambiguïté. L'expérience de terrain personnelle montre que ces notions sont souvent mal comprises des personnes interviewées, qui ont tendance à énumérer l'ensemble des activités exercées au cours d'une année, en les considérant toutes comme principales, c'est-à-dire en fait importantes de leur point de vue. Cette vision du temps et de l'importance s'explique essentiellement par les enjeux de survie que chacune des activités exercées, même les plus modestes, représente bien souvent. L'inadaptation de ce couple d'opposés principal/secondaire est potentiellement source de nombreuses erreurs dans l'enregistrement des réponses qui dépend, en dernière analyse, de l'interprétation que fait l'enquêteur des informations données par le répondant.

En outre, les unités agropastorales péruviennes diversifient leur activité à l'intérieur de l'unité et, faute de précision conceptuelle, l'occupation secondaire enregistrée peut relever tantôt de l'activité propre à l'exploitation agropastorale tantôt d'activités complémentaires. L'élevage, par exemple, est fréquemment enregistré comme occupation secondaire des actifs dont l'occupation principale est centrée sur l'agriculture. Dans ce cas, les occupations qui arrivent en troisième position ou plus dans la hiérarchie du temps de travail ne sont jamais répertoriées car les questionnaires ne prévoient qu'une seule occupation secondaire. Or, nos données montrent que 5 % des travailleurs occupent au moins deux emplois au cours du cycle agricole en plus du temps qu'ils consacrent à leur exploitation. Mais l'élevage est parfois considéré, à juste titre, comme partie intégrante de l'activité

agropastorale prise dans son ensemble et compté comme occupation principale dans une même catégorie agropastorale. Dans ce cas, l'occupation secondaire, qui est enregistrée dans le questionnaire, est une activité complémentaire. Il découle de ce flou conceptuel une hétérogénéité du contenu de la catégorie « occupation secondaire » qui entraîne des difficultés notables d'interprétation de cette catégorie.

Ces carences méthodologiques ont pour conséquence principale la sous-estimation indubitable non seulement du niveau de l'emploi et des revenus des ruraux, mais aussi de leur diversité. Par ailleurs, elles contribuent à uniformiser l'emploi et les revenus ruraux selon les régions, la pluriactivité étant d'autant plus sous-estimée que le nombre d'emplois complémentaires occupés par actif est grand. Ainsi s'explique en partie le résultat contre-intuitif auquel aboutissent des travaux menés à partir des statistiques nationales (Escobal, 2001), à savoir que la part des revenus tirés des activités alternatives serait identique dans les trois grandes régions naturelles du Pérou (côte, montagne, forêt) alors que les niveaux de revenus agricoles sont extrêmement contrastés.

2. L'enquête de terrain : choix des zones, échantillonnage, et construction du questionnaire

Les questions posées dans cette étude nécessitaient des informations détaillées non seulement sur le nombre et les caractéristiques des emplois occupés par les membres des exploitations agropastorales au cours d'un cycle agricole, mais aussi sur le temps passé dans chaque occupation et les revenus qui en découlent. Ces informations n'étant pas disponibles de manière adéquate dans les enquêtes de couverture nationale, les données utilisées proviennent d'une enquête de terrain réalisée par l'auteur auprès d'un échantillon de 300 foyers ruraux situés dans trois provinces du Pérou. L'enquête proprement dite a été réalisée entre les mois de septembre et octobre 2002, et porte sur la campagne

agricole 2001-2002.

La sélection des zones d'enquête a été guidée par trois principes. En premier lieu, il était important de choisir des zones offrant des opportunités variables d'emplois complémentaires, c'est-à-dire présentant une structure et un dynamisme économique contrastés. Une seconde hypothèse de travail était que la propension des travailleurs à occuper des emplois complémentaires soit liée aux conditions de la production agricole, car le temps passé dans ces occupations, le type d'emploi occupé s'articulent nécessairement avec les choix et rythmes agricoles. Les régions sélectionnées devaient présenter des conditions écologiques contrastées de la production agricole. Troisième et dernière hypothèse enfin, l'accès des populations rurales à des emplois complémentaires devait dépendre de la proximité de ces emplois, autrement dit de la distance qui sépare les exploitations des centres urbains, ou éventuellement d'un axe de communication important.

Les provinces ont été sélectionnées après une analyse minutieuse de plusieurs sources (INEI, 1994 et 2001 ; Mazurek, Gondard, Lourdes, Digna, 1998 ; Gonzales de Olarte, 1982 ; Pulgar Vidal, 1970). Elles sont situées dans trois régions très différentes tant du point de vue géographique, qu'écologique et économique :

- Trujillo dans le département de La Libertad (côte).
- Celendin dans le département de Cajamarca (*sierra*).
- La Convencion dans le département de

2. Pulgar Vidal (1970) distingue huit régions naturelles en fonction de l'altitude et du versant des Andes : du côté du versant occidental on trouve la côte (moins de 500 mètres), la *yunga* (de 500 à 2 000 mètres), la *quechua* (2 000 à 3 500 mètres), la *sierra* (3 500 à 4 500 mètres), la *cordillera* (4 500 mètres et plus) ; du côté oriental la *selva* haute (500 à 1 000 mètres), la *selva* basse (moins de 500 mètres). La *sierra* va des « étages » *yunga* à *cordillera*.

Cusco (*selva haute*)³.

La province de Trujillo présente les conditions d'emploi les plus favorables grâce à l'existence d'infrastructures d'irrigation et de la proximité de la ville de Trujillo, qui est la capitale départementale. Par ailleurs, le département de La Libertad, où se trouve cette province, ne compte que 18 % de foyers vivant en dessous du seuil de pauvreté, ce qui le range parmi les huit départements les plus « riches » du Pérou. À l'opposé, la province de Celendin représente les conditions d'emploi les plus défavorables, en raison à la fois de la pauvreté de l'agriculture et de la petite taille de la ville de Celendin. Cette province est située dans la zone de *sierra* dont on sait qu'elle concentre la pauvreté rurale : 77,4 % des individus vivant dans la province de Celendin n'ont pas un niveau de revenu suffisant pour acquérir le panier de consommation de base. La province de La Convencion représente la situation intermédiaire : une agriculture relativement prospère grâce à la culture du café mais peu productive en raison de méthodes culturelles traditionnelles et de l'absence de contrôle de l'eau ; un marché de l'emploi local soutenu par la proximité d'une ville de moyenne importance (Quillabamba). Toutefois, 75,3 % de la population du département de Cusco auquel appartient cette province est considérée comme pauvre (Herrera, 2002).

L'échantillonnage a ensuite été réalisé selon les méthodes « standard » de tirage aléatoire à partir de listes des familles agricoles de chacune des zones obtenues soit auprès du ministère de l'Agriculture, soit auprès des « gouverneurs » de village (*teniente gobernadores*), soit auprès du Poste de santé. La base de données est composée de 303 exploitations comprenant 1 418 personnes.

En sciences sociales, la fiabilité des données d'une enquête dépend de la qualité du travail de terrain qui est elle-même fonction de la qualité du questionnaire, des compétences des enquêteurs et de l'étroitesse de la supervision. Le questionnaire a été élaboré avec attention et de nombreux entretiens avec les agriculteurs de chacune des zones ont permis

de tester et d'améliorer les versions successives. Trois équipes d'enquêteurs ont été recrutées et formées dans chacune des zones considérées. Les enquêteurs ont été choisis avec soin, en fonction de leur niveau d'instruction, de leur expérience professionnelle (plusieurs d'entre eux sont des enquêteurs professionnels), et de leur bonne connaissance du milieu rural. Ces équipes ont travaillé constamment sous la supervision de l'auteur.

La profession des individus et leur situation par rapport au marché de l'emploi présentent de nombreuses facettes. Le codage statistique de la profession requiert un questionnement lui-même multiple et prend des formes différentes selon qu'il concerne les salariés ou les travailleurs indépendants, les travailleurs agricoles ou ceux des autres secteurs. Afin d'assurer le bon déroulement des entretiens et l'enchaînement logique des questions le questionnaire a été organisé en fonction des différentes opportunités d'emploi possibles qui sont : l'auto-emploi au sein de l'unité productive agropastorale, l'échange de travail avec d'autres exploitations, l'auto-emploi non agricole, l'emploi sur le marché du travail. Ces catégories ne sont pas arbitraires. Elles font référence à différents types d'emploi dont les particularités comme la saisonnalité, la localisation, les barrières à l'entrée et la rémunération varient sensiblement. L'échange de travail a été assimilé au salariat agricole car ses caractéristiques se rapprochent beaucoup de celles des transactions de main-d'œuvre : échanges très localisés qui se nouent entre agriculteurs de même rang. C'est le lien de réciprocité qui domine dans les deux cas, la forme salariale ayant simplement remplacé, dans les zones mieux intégrées au marché, les formes plus « traditionnelles » d'entraide,

3. En outre, ces deux formes de recours à la main-d'œuvre extérieure apparaissent, dans la pratique, substituables. Dans la province de La Convencion par exemple, les paysans indiquent que lorsque le prix du café est élevé ils préfèrent employer des ouvriers salariés et ne retournent aux formes anciennes de l'échange de travail que lorsque le prix du café ne permet pas de rémunérer la main-d'œuvre extérieure.

sans en altérer vraiment le contenu³.

L'auto-emploi non agricole regroupe toutes les activités non agricoles développées par un individu dont le statut est celui de travailleur indépendant, et qui sont exercées soit à la ferme soit à l'extérieur. Elles correspondent généralement à des micro-entreprises familiales, orientées principalement vers l'artisanat, le commerce et le transport. L'emploi sur le marché du travail correspond à des emplois salariés, quel que soit le secteur d'activité.

Une attention particulière a été portée au recueil d'information sur les revenus agricoles et les revenus des activités indépendantes d'une part, et sur les temps de travaux agricoles d'autre part, qui sont toujours très difficiles à mesurer. S'agissant des revenus, le principe général qui a guidé le protocole d'enquête a consisté à recenser un grand nombre de catégories de produits et de sources de revenu car les questions trop globales mènent à une sous-estimation des revenus du fait d'oublis. On a par ailleurs privilégié l'information sur le revenu annuel afin d'éviter les erreurs liées à la variation infra-annuelle des revenus. Le revenu agricole se définit par la différence entre les recettes générées par la production réalisée durant l'année, et détaillées pour chaque produit cultivé, et les charges imputables à cette activité (biens et services nécessaires à la production agricole, charges salariales) prises dans leur ensemble.

Une autre partie du questionnaire a été consacrée à l'évaluation des revenus nets de l'élevage à travers des questions portant sur l'achat et la vente d'animaux, les dépenses engagées pour les aliments et les produits vétérinaires. Des informations ont également été recueillies sur la production et la vente des sous-produits et produits dérivés de l'agriculture et de l'élevage (lait, fromages, boissons, etc.) desquels ont été retranchés, le cas échéant, les coûts de fabrication. Tous les produits autoconsommés (bruts ou transformés) ont été valorisés aux prix du marché le plus proche.

Les revenus des activités indépendantes ont été construits à partir de l'identification et la quantification de chacune des dépenses (matières premières, consommations intermédiaires, outillage, employés, etc.) de l'entreprise que l'on a déduites des recettes. Ils correspondent au solde du compte d'exploitation qui contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et son profit en tant qu'entrepreneur.

Afin de dénombrer les journées de travail au sein de l'unité agropastorale on a reconstruit minutieusement le calendrier des opérations culturales et demandé à chaque personne interrogée le temps passé pour chaque opération culturale et pour chaque culture au cours de la campagne agricole 2001-2002. Cette façon de procéder a donné d'assez bons résultats sur la capacité des répondants à se souvenir du temps qu'ils avaient consacré à telle ou telle opération culturale. Le dénombrement des journées consacrées à l'élevage a relevé d'une autre logique puisqu'il s'agit généralement d'une activité régulière. On a demandé aux répondants combien de temps ils consacraient à leur animaux par jour⁴, combien de jours par semaine et combien de mois par an. On a fait l'hypothèse que le temps quotidien était constant au cours de l'année.

Il va sans dire que l'on ne prétend pas, à travers ces données, à une précision qui approcherait la perfection comptable. Elle est de toute façon irréalisable dans l'environnement qui caractérise les zones rurales des pays à faible revenu, quel que soit le mode de recueil de l'information. Toutefois, le soin apporté à la rédaction du questionnaire et à la formation des enquêteurs, le test des différentes versions successives du questionnaire lors d'une longue phase de pré-enquête, et la présence constante de l'auteur pendant la phase de réalisation

4. La hiérarchie des réponses allait de 10 minutes à 8 heures, et l'on a choisi, par convention, de convertir les heures en jours sur la base d'une journée de 8 heures.

proprement dite de l'enquête suggèrent que les données présentées dans ce travail constituent une source d'information micro-économique fiable concernant l'emploi et les revenus des unités agropastorales péruviennes.

Emploi, chômage et sous-emploi des travailleurs ruraux

Une difficulté courante que l'on rencontre lorsqu'on étudie l'emploi en milieu rural est d'appréhender des formes d'emploi peu ou pas articulées au marché avec les outils de la théorie économique élaborés dans le cadre des lois du marché. Dans les conditions qui prévalent habituellement en milieu rural, il n'existe pas de marché du travail, au moins pendant certaines périodes de l'année, où emploi et salaires résultent d'un contrat passé entre employeurs et employés, où la journée de travail est fixe et délimitée par avance, et les tâches spécifiées selon le poste ou la fonction occupée par l'employé. Par conséquent, les définitions « standard » de la population active, du chômage, du sous-emploi, ou encore des critères qui permettent de déterminer qui est ou qui n'est pas employé de manière adéquate s'avèrent d'un usage peu pertinent lorsqu'elles s'appliquent à des travailleurs agricoles indépendants.

1. La participation massive de la main-d'œuvre familiale aux activités productives

Une première difficulté consiste à définir la population active. En effet, dans les zones rurales péruviennes, les notions d'âge légal d'embauche ou de fin d'activité, de recherche active d'un emploi, ou de « salaire de réservation » qui permettent généralement de démarquer les actifs des inactifs, ou encore les actifs occupés des chômeurs ont peu de sens. Nous avons donc retenu une définition très large de la population active : le nombre d'actifs a été obtenu en agrégeant l'ensemble des personnes de 6 ans et plus qui ont déclaré

occuper un emploi pendant au moins une journée⁵, ou désirer occuper un emploi au cours de la campagne agricole 2001-2002. La limite inférieure de 6 ans correspond à l'âge « empirique » à partir duquel les enfants commencent à participer aux activités productives. On n'a pas défini de limite supérieure car il n'existe pas d'âge formel pour la retraite et les personnes âgées, tout comme les enfants, participent souvent aux activités productives. Les mêmes critères ont été retenus pour définir les inactifs, à savoir les individus qui n'ont pas travaillé une seule journée au cours de la campagne agricole 2001-2002 ni exprimé le désir de travailler au cours de cette période. Les chômeurs correspondent au groupe de personnes qui n'ont pas travaillé au cours de la campagne agricole 2001-2002 mais en ont exprimé le désir.

Le tableau 1 présente quelques indicateurs de la participation de la main-d'œuvre familiale des exploitations enquêtées aux activités productives. La main-d'œuvre disponible apparaît largement fonction de la taille de la famille et le nombre moyen de travailleurs varie assez peu entre les zones d'enquête : entre 3,3 et 3,7 personnes, réparties à peu près équitablement entre les hommes et les femmes. Les taux de participation, qui expri-

5. La population active, définie par le Bureau international du travail (BIT) comme l'ensemble des personnes ayant travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours d'une semaine de référence et des chômeurs, sur laquelle nous avons fondé notre propre définition, constitue une catégorie statistique complexe, tant du point de vue de sa définition que de sa mesure. Une des raisons vient du nombre élevé de situations de cumul de statuts en milieu rural (« étudiants-travailleurs » et « retraités-travailleurs ») et se traduit par l'inclusion de populations qui sont aux « marges » de la population active. Bien que ces actifs puissent apparaître éloignés du marché du travail, ils constituent néanmoins des ressources en main-d'œuvre précieuses, notamment au moment des temps forts du calendrier agricole. La contribution, même modeste, de ces personnes à la production intérieure de biens ou de services, plaide pour leur intégration dans la population active.

ment le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre total de personnes en âge de travailler, sont très élevés, autour de 90 %. La participation des femmes est généralement moins forte que celle des hommes, sauf à La Convencion où elle est très proche, cette particularité étant liée à la présence massive des femmes lors des opérations de récolte du café, très intensives en main-d'œuvre. Les taux de participation des enfants sont particulièrement hauts : 44,6 % à Trujillo, 58,2 % à Celendin et 75,6 % à La Convencion. Les taux de chômage ouvert sont très faibles. L'analyse du profil des chômeurs montre que ce sont, dans un peu plus de la moitié des cas des individus jeunes, généralement de sexe féminin, qui ont un niveau scolaire plus élevé que la moyenne (cycle secondaire) et qui sont dans l'attente d'un emploi qui correspond à leurs qualifications.

implique l'absorption de toute la main-d'œuvre familiale disponible et non l'emploi des seuls travailleurs dont le produit marginal est positif. Ensuite, cette logique d'organisation de la production peut s'interpréter comme l'indice de la faible productivité des actifs et par conséquent de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de prendre en charge les inactifs. En conséquence, les liens familiaux et communautaires fonctionnent ici comme une sorte de sécurité sociale informelle entre les individus qui s'exprime par la garantie d'un travail et donc d'un revenu minimum à chacun des membres de la communauté jugé en âge de travailler. Enfin, l'existence d'occupations autres que l'agriculture contribue largement, comme on le verra, à soutenir les taux d'activité de la main-d'œuvre familiale car elle permet à de nombreux individus d'occuper

Tableau 1. La force de travail familiale

	Trujillo				Celendin				La Convencion			
	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.
Nombre moyen de personnes	1,9	1,8	1,3	5,0	1,5	1,7	1,0	4,2	1,6	1,6	1,1	4,3
Nombre moyen d'actifs	1,8	1,6	0,3	3,7	1,4	1,5	0,4	3,3	1,5	1,5	0,6	3,5
Taux de participation	93,4	85,6	44,6	89,6	95,9	87,1	58,2	91,2	94,2	92,4	75,6	93,3
Taux de chômage	0,5	5,1	0,0	2,7	0,0	3,6	0,0	1,8	0,6	2,3	0,0	1,4

Source : *Projet Instituto de Estudios Peruanos (IEP)/(IRD), 2002*

L'impression générale qui se dégage du tableau 1 est que la main-d'œuvre familiale participe très largement aux activités productives (presque tous les membres du foyer se déclarent actifs), et que les travailleurs des exploitations agricoles sont assurés, d'une manière ou d'une autre, d'occuper un emploi pendant au moins une partie de l'année (presque tous les travailleurs occupent un emploi). Cette mobilisation massive de la main-d'œuvre familiale et l'absence apparente d'inactivité s'explique de plusieurs façons. Elle reflète d'abord la rationalité économique des exploitations agropastorales péruviennes, largement documentée dans la littérature (Golte, 1980 ; Caballero, 1981 ; Gonzales de Olarte, 1994), fondée sur la maximisation de la production plutôt que sur la maximisation du profit, ce qui

un emploi en dehors de l'exploitation agropastorale.

1. Le sous-emploi des agriculteurs péruviens : des opportunités d'emploi agricole et non agricole limitées

Bien que l'ensemble des données présentées ci-dessus évoque une forte participation de la main-d'œuvre familiale dans les activités productives, on ne peut pour autant en déduire que la situation de l'emploi est satisfaisante. En effet, dès lors que la quasi-totalité des individus travaillent, la première question qui vient immédiatement à l'esprit est celle du sous-emploi éventuel des travailleurs.

Une première façon d'apprécier le taux d'occupation des individus, que l'on peut définir comme le rapport entre le nombre annuel de jours travaillés et le nombre annuel

de jours de travail disponibles, est de saisir la perception qu'ont les travailleurs de leur emploi du temps. Des questions portant sur le désir de travail supplémentaire, sur la recherche d'un emploi complémentaire à l'emploi ou aux emplois actuellement occupés ont été intégrées dans le questionnaire. Le tableau 2, où ont été portées les réponses à ces questions, fait apparaître l'insatisfaction d'un nombre élevé d'actifs quant à leur taux d'occupation : 55 % à 75 % d'entre eux souhaiteraient travailler plus, cette volonté de travail supplémentaire étant plus forte chez les hommes que chez les femmes.

de ceux qui désirent travailler plus peut s'interpréter comme la perception qu'ont les individus du faible nombre d'emplois disponibles dans les zones rurales, et/ou de leurs difficultés à s'éloigner du foyer (femmes et enfants notamment), et/ou encore de leur faible propension à s'insérer sur le marché du travail du fait des qualifications inadéquates dont ils sont dotés.

Il est intéressant de considérer le type d'emploi recherché car il donne une indication non seulement de la perception qu'ont les individus de leur chance de trouver un emploi dans tel ou tel secteur mais aussi de

Tableau 2. Recherche de travail supplémentaire

	Trujillo				Celendin				La Convencion			
	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.
Aimerait travailler plus (%)	73,4	62,3	46,4	66,6	64,0	55,1	21,1	54,8	84,9	75,2	55,2	75,9
À chercher du travail (%)	36,3	25,7	7,7	30,5	36,8	23,5	0,0	29,0	33,9	16,5	6,3	22,6
Secteur agricole (%)	3,7	2,0		2,8	10,3	1,2		5,7	5,6	0,9		3,0
Secteur non agricole (%)	15,6	16,8		15,3	18,4	19,8		18,2	25,0	15,6		18,1
Les deux (%)	15,6	5,9		10,8	4,6	1,2		2,8	3,2	0,0		1,5
Secteur privé (%)	17,0	5,9		11,6	21,8	11,1		15,9	12,1	7,3		8,7
Secteur public (%)	0,7	1,0		0,8	6,9	8,6		7,4	15,3	8,3		10,9
Les deux (%)	16,3	17,8		16,1	6,9	1,2		4,0	5,6	0,9		3,0
Indépendant (%)	5,2	0,0		2,8	13,8	4,9		9,7	8,1	5,5		6,0
Salarié (%)	12,6	6,9		9,6	14,9	14,8		14,2	21,8	10,1		14,7

Source : IEP/IRD (op. cit.).

Paradoxalement, du moins en apparence, cette insatisfaction a peu souvent débouché sur la recherche d'un travail : un peu moins d'un tiers environ des actifs désirant travailler plus, quelque soit la zone d'enquête, ont cherché un travail supplémentaire. Ce paradoxe disparaît si l'on considère que cette volonté de travail supplémentaire exprime en fait un désir de disposer de facteurs complémentaires au facteur travail (terre, capital) afin de développer l'exploitation agropastorale. En outre, la notion de recherche d'emploi n'a pas beaucoup de sens dans un environnement où l'information circule peu, où il n'existe pas de « lieu » de rencontre des offres et des demandes et où cette recherche suppose souvent de parcourir des distances importantes. Enfin, le relatif faible pourcentage de personnes à la recherche d'un emploi, en regard

l'attractivité des différents emplois. Le secteur non agricole est très largement préféré au secteur agricole, surtout par les femmes. Ce choix est révélateur du faible attrait de l'agriculture imputable à la pénibilité des travaux agricoles et à la modicité des salaires qui sont offerts. Par ailleurs, très peu de personnes ont cherché un emploi uniquement dans le secteur public. On peut voir dans cette option, à la fois la quasi absence de l'État dans les zones rurales, et par conséquent le nombre limité d'emplois publics, mais aussi un processus d'autosélection des agriculteurs qui ne postulent pas à des emplois qui ne correspondent pas à leurs qualifications. Enfin, le statut dans l'emploi recherché est très majoritairement le statut de salarié plutôt que celui de travailleur indépendant, y compris chez les femmes. Si l'on

admet, qu'outre le différentiel de rémunération, les risques relatifs des différentes activités sont perçus par les agriculteurs, alors le choix en faveur du salariat, par la stabilité des revenus qu'il assure, répond au souci de réduction du risque de variation du revenu global dont la composante agricole est soumise à de forts aléas.

Une seconde façon d'apprécier le taux d'occupation des individus, plus objective, est de considérer le nombre de jours annuels travaillés par actif occupé. Le résultat le plus saillant qui ressort immédiatement du tableau 3 est le nombre généralement limité, bien que variable, de journées travaillées par an dans les trois zones considérées : 200 jours en moyenne à Trujillo, 162 à Celendin et 121 à La Convencion, soit environ entre 5 et 8 mois. Ces chiffres indiquent qu'une quantité non négligeable de temps productif reste inutilisé. On peut identifier deux causes principales à ce sous-emploi manifeste. D'abord, l'agriculture et l'élevage réunis ont une capacité d'absorption de la main-d'œuvre limitée, y compris dans des zones où l'intensité culturelle est éle-

vée grâce à l'irrigation (Trujillo), ou encore dans les zones dominées par des cultures intensives en main-d'œuvre comme le café (La Convencion). Ensuite, les opportunités d'emploi complémentaire sont inégalement distribuées entre les provinces enquêtées.

Le nombre total de jours consacrés aux activités agropastorales diffère finalement assez peu d'une province à l'autre, en dépit de profils agro-écologiques très contrastés. La capacité d'absorption maximum de la main-d'œuvre dans l'exploitation agropastorale apparaît de l'ordre de 3 mois par an, quelle que soit la province considérée. Ce résultat surprenant en regard de l'inégale dotation en facteurs autres que le travail des différentes provinces tend à suggérer que les agriculteurs tirent parti au maximum des ressources à leur disposition. L'existence d'infrastructures d'irrigation à Trujillo corrige le désavantage lié à la petite taille des exploitations car le contrôle de l'eau autorise une intensité culturelle plus élevée. La présence de cultures intensives en main-d'œuvre à La Convencion, et un climat plus clément permettant la culture de nombreux produits compensent

Tableau 3. Nombre annuel moyen de jours travaillés par actif occupé

	Trujillo				Celendin				La Convencion			
	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.	Hom.	Fem.	Enf.	Ens.
Agriculture	51	18	1	33	17	5	4	10	76	37	12	49
en %	19,8	11,4	1,4	16,6	10,6	2,7	10,8	6,4	50,7	29,4	27,8	40,4
Élevage	58	58	32	56	82	62	28	67	17	44	28	30
en %	22,7	36,0	73,2	28,1	50,6	31,9	82,4	41,4	11,6	34,9	64,9	24,7
Taux exploitation agropastorale	109	77	33	89	100	67	32	77	93	80	40	79
en %	42,5	47,4	74,6	44,7	61,2	34,6	93,2	47,8	62,3	64,3	92,7	65,0
Auto-emploi non agricole	45	52	6	45	20	103	2	55	8	15	1	10
en %	17,5	32,1	14,0	22,4	12,2	52,6	6,9	33,7	5,5	12,1	1,4	8,0
Échange de travail	0	0	0	0	0	0	0	0	23	17	2	17
en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	1,1	0,2	15,7	13,7	3,7	14,2
Salariat agricole	36	0	1	18	13	3	0	7	3	2	1	2
en %	14,1	0,2	3,0	9,2	8,1	1,7	0,0	4,5	2,3	1,6	2,1	2,0
Salariat non agricole	63	29	4	44	29	21	0	22	11	8	0	8
en %	24,6	17,9	9,1	22,0	17,8	10,8	0,0	13,6	7,4	6,4	0,0	6,6
Activités communautaires	3	4	0	3	0	0	0	0	11	2	0	5
en %	1,2	2,2	0,0	1,5	0,2	0,0	0,1	0,1	7,2	1,9	0,2	4,5
Total emplois alternatifs	147	85	11	110	63	127	3	84	57	45	3	43
en %	57,5	52,4	26,0	55,1	38,5	65,2	8,2	52,0	38,0	35,7	7,4	35,3
Total général	256	162	44	200	163	195	34	162	149	125	43	121
en %	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : IEP/IRD (op. cit.).

l'absence d'irrigation. Enfin à Celendin, l'élevage, qui est une activité très consommatrice de temps, contrebalance le nombre limité de jours consacré à l'agriculture en raison des rigueurs du climat.

Les données du tableau 3 confirment que la diversification des activités productives est un phénomène très largement répandu parmi les exploitations agricoles échantillonnées, bien qu'à des degrés divers. Comme l'agriculture a une capacité d'absorption de la main-d'œuvre quasi-constante selon les provinces, les variations du temps alloué aux emplois complémentaires expliquent largement les variations du temps de travail total. Ainsi, à Trujillo, où le nombre annuel de jours de travail est le plus élevé, la part du temps total consacré à des activités autres que l'exploitation agropastorale s'élève à près de 54 %. Inversement, à La Convencion où le nombre annuel moyen de jours travaillé est peu élevé on constate une domination du temps de travail consacré à l'exploitation familiale (79 %).

Les profils régionaux de la structure de l'emploi s'expliquent par l'existence d'opportunités d'activités complémentaires et leur accès plus ou moins aisé. L'accessibilité des zones rurales qui découle de la proximité d'une grande ville et l'existence de marchés urbains dynamiques, tant pour les produits que pour les facteurs, explique la prédominance des occupations complémentaires dans l'emploi du temps des travailleurs à Trujillo. Les zones de Celendin et de La Convencion, en revanche, se caractérisent par le manque d'opportunités d'emploi autres que l'auto-emploi, des marchés locaux étroits, de grandes distances des centres de population importants aggravées par la faible qualité des routes. Or, l'éloignement et les difficultés d'accès, en augmentant le coût du transport, augmente le coût de toutes les transactions à distance, y compris les transactions portant sur le travail, et freine l'emploi des actifs vivant dans des zones mal desservies.

Ainsi, la proportion de journées salariées dans des emplois non agricoles est relative-

ment élevée à Trujillo (22 %), comparativement à Celendin (13,6 %) et à La Convencion (6,6 %). Ces variations dans l'importance du salariat non agricole entre les zones enquêtées est l'indice certain de disparités non seulement dans l'offre locale d'emplois salariés mais aussi dans les coûts de transactions supportés par les travailleurs lorsqu'ils s'engagent sur le marché du travail. En effet, le processus par lequel les travailleurs cherchent un emploi est complexe et généralement coûteux. La distance ou le temps qui sépare le travailleur d'un marché du travail, l'information sur les emplois et les rémunérations dont disposent les individus peuvent se révéler fondamentaux pour leur insertion sur le marché du travail. Ceux qui font face aux coûts de transaction les plus élevés ont une faible capacité à s'articuler au marché du travail, ce qui justifie souvent le choix du retrait du marché du travail ou encore le choix de l'auto-emploi. Dans ce dernier cas l'internalisation de l'emploi permet d'économiser les coûts de transaction. Le poids notable des journées de travail salariées à Trujillo est l'indice d'une bonne articulation des exploitations de la zone au marché du fait non seulement de la proximité de la capitale du département (Trujillo), mais aussi de déplacements commodes grâce à un réseau de communication bien développé et en relatif bon état. À l'inverse, les travailleurs des provinces de Celendin et de manière encore plus probante de La Convencion, qui sont bien plus éloignés des capitales départementales et moins facilement mobiles, ont plus de mal à s'employer sur le marché du travail⁶.

6. Les zones d'enquêtes de la province de Trujillo sont situées à environ une demi-heure de la capitale du département (Trujillo) alors que les zones d'enquête de la province de La Convencion sont situées à 8 heures environ de la capitale du département qui est Cusco. La province de Celendin occupe une position intermédiaire : il faut entre 4 et 6 heures environ, selon la saison, pour rejoindre la capitale départementale qui est Cajamarca.

On notera que le salariat agricole est peu développé quelle que soit la région considérée. La structure agraire du Pérou, caractérisée par de nombreuses exploitations de petite taille est peu favorable au développement d'un large salariat agricole. En conséquence, le marché du travail agricole est très localisé et consiste principalement en transactions de main-d'œuvre entre agriculteurs de même rang. C'est le lien de réciprocité qui domine, la forme salariale ayant simplement remplacé, dans les zones mieux intégrées au marché, les formes plus « traditionnelles » d'entraide, sans en altérer vraiment le contenu. Ainsi, le salariat agricole est quasi inexistant à La Convencion (2 % du nombre de jours travaillés), mais l'échange de travail entre exploitations représente 14 % du temps total de travail. Ce dernier chiffre se rapproche du pourcentage de journées agricoles salariées à Trujillo (9,2 %) où l'échange de travail a disparu.

Un dernier ensemble de résultats que l'on peut dégager du tableau 3 concerne les variantes dans la répartition du nombre de jours annuels travaillés entre les différentes activités selon l'âge et le sexe. Il n'est guère surprenant de constater que les hommes travaillent en moyenne plus de jours que les femmes, ces dernières ayant également à leur charge la gestion des tâches domestiques et familiales. Par ailleurs, bien que le taux d'activité des enfants soit apparu particulièrement élevé, le nombre de jours de travail annuel qu'ils effectuent est en fait assez faible. Ils accordent l'essentiel de leur temps

à l'élevage, activité consommatrice de temps mais assez peu pénible, et compatible avec la scolarité. Les hommes consacrent généralement plus de temps à l'agriculture que les femmes, ces dernières dédiant une plus grande part de leur temps à l'élevage.

Parmi les emplois complémentaires, les emplois salariés sont occupés surtout par les hommes tandis que les femmes ont une propension plus forte à s'engager dans des activités dans lesquelles elles sont auto-employées, où les contraintes horaires sont faibles, ou encore qu'elles peuvent, sans trop de difficulté, abandonner pour un temps, soit au moment de la maternité, pour élever les enfants, soit encore pour s'occuper d'un proche, et reprendre ensuite. Par ailleurs, les interruptions de l'activité professionnelle qu'entraînent les responsabilités familiales impliquent un taux d'absentéisme et de rotation élevé, des retards fréquents du personnel féminin qui ont pour effet de réduire sa propension à acquérir des qualifications professionnelles. Ce handicap se conjugue avec une formation initiale généralement moins poussée, dans des domaines moins « utiles », et contribue à restreindre les débouchés professionnels des femmes. En conséquence, l'artisanat, le commerce, la préparation de produits alimentaires ou toute autre forme d'activité qui peut s'exercer au foyer apparaissent particulièrement adaptés à la division traditionnelle du travail selon le genre.

Un des résultats fâcheux de la division traditionnelle du travail selon le genre est que les activités exercées par les femmes sont

Tableau 4. Les gains journaliers réels (soles par jour)

	Trujillo			Celendin			La Convencion		
	Hom.	Fem.	Ens.	Hom.	Fem.	Ens.	Hom.	Fem.	Ens.
Auto-emploi non agricole	19,26 (22,92)	18,16 (27,25)	18,70 (25,35)	18,87 (20,70)	7,35 (11,75)	9,42 (14,29)	7,54 (7,00)	9,97 (14,23)	8,86 (11,33)
Salariat agricole	15,61 (16,33)	8,57 (9,70)	15,24 (13,16)	11,41 (3,25)	5,67 (6,39)	10,63 (4,12)	8,00 (1,87)	7,76 (0,92)	7,89 (1,50)
Salariat non agricole	19,11 (10,87)	13,91 (7,62)	17,51 (10,22)	14,73 (8,30)	11,33 (7,69)	13,24 (8,12)	17,97 (9,66)	9,73 (5,80)	14,34 (9,05)

Les écarts-types figurent entre parenthèses. Les gains journaliers ont été déflatés par l'indice général des prix au consommateur du département où est située la province.

Source : IEP/IRD (op. cit.).

souvent des activités dites résiduelles, auxquelles elles se consacrent une fois remplies les obligations domestiques, dont les débouchés sont peu importants, qui ne font pas appel à des qualifications socialement reconnues et valorisées et sont par conséquent mal rémunérées. On notera au tableau 4 où apparaissent les gains journaliers des différents emplois complémentaires, que les rémunérations des femmes sont toujours inférieures à celles des hommes et ce quel que soit le type d'emploi considéré.

Les sources complémentaires de revenus : la richesse des pauvres ?

La capacité des emplois complémentaires pour corriger la répartition des revenus est un sujet de controverse important. S'il est communément admis que toute création

Un premier examen des données portées au tableau 5 révèle une corrélation négative entre le niveau de revenu par tête et la part des revenus de l'agriculture et de l'élevage dans le revenu total. À La Convencion où le revenu par tête est le plus faible, la part des activités agropastorales dans le revenu total atteint presque 75 %. À Celendin, où le revenu par tête est proche du revenu moyen de l'échantillon, les activités agropastorales forment 42,2 % du revenu total. Enfin, à Trujillo, où le revenu par tête est au moins le double que dans les deux autres zones, la part des revenus tirés de l'agriculture et de l'élevage ne représentent que 36,5 % du revenu total. Autrement dit l'agriculture, même prospère, n'apparaît pas comme une source de « richesse » pour les populations rurales. Cette constatation est d'autant plus importante que les emplois complémentaires occu-

Tableau 5. Composition du revenu des exploitations selon les quartiles de revenu

	Trujillo					Celendin					La Convencion				
	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Q1	Q2	Q3	Q4	Total
Agriculture (%)	42,8	18,3	24,5	25,3	24,8	33,0	18,3	8,8	5,9	7,7	91,8	87,1	76,9	67,3	74,3
Élevage (%)	0,0	8,3	15,6	13,0	12,5	9,4	33,1	27,9	36,6	34,5	0,0	0,0	0,6	0,9	0,6
Auto-emploi non agricole (%)	10,2	29,9	12,0	27,5	23,6	46,5	17,3	26,1	27,7	26,9	2,5	5,1	6,4	7,2	6,4
Salariat agricole (%)	31,3	19,8	16,3	4,3	10,1	10,8	9,7	16,8	0,0	3,8	2,8	2,4	3,0	0,6	1,6
Salariat non agricole (%)	15,7	23,8	31,7	29,9	29,0	0,3	21,5	20,4	29,8	27,1	2,9	5,4	13,1	24,0	17,1
Revenu agro-pastorale réel par tête (\$)*	359 (756,93)	412 (570,59)	910 (953,21)	2 129 (4 162,96)	958 (2 281,02)	70 (97,28)	262 (262,06)	328 (475,48)	1 368 (1 932,51)	507 (1 117,99)	358 (282,86)	526 (368,34)	675 (475,59)	1 371 (1 646,28)	732 (956,79)
Revenu total réel par tête (\$)*	553 (706,99)	1 364 (609,19)	2 114 (780,50)	4 787 (3 665,85)	2 220 (2 494,98)	125 (141,51)	448 (216,85)	866 (504,77)	3 370 (2 635,77)	1 202 (1 869,14)	383 (299,33)	588 (340,23)	840 (444,38)	1 962 (1 630,20)	943 (1 058,58)

Les écarts types figurent entre parenthèses. Les revenus ont été déflatés par l'indice général des prix au consommateur du département où est située la province.

Source : Calculs de l'auteur d'après base de données (2002).

d'emploi en milieu rural entraîne des effets de répartition importants, il est impossible de dire *a priori* si ces opportunités d'emploi supplémentaires améliorent la répartition des revenus ou non sans information sur la distribution des types d'emplois selon le revenu des exploitations. De nombreuses études menées en Amérique latine montrent que, selon les contextes, l'emploi complémentaire en milieu rural peut avoir, ou non, des effets distributifs positifs (Deininger et Olinto, 2001 ; Ferreira et Lanjouw, 2001 ; Lanjouw, 1999 ; Lanjouw, 2001).

pés par les membres des exploitations agricoles sont généralement des emplois faiblement qualifiés, dont les rémunérations sont peu attrayantes⁷. Ces résultats souli-

7. La très grande majorité de ces emplois (60-65 %) sont des emplois d'ouvriers (agricoles ou non). La catégorie vendeur, commerçant et restaurateur, représente la deuxième grande catégorie d'emplois et concerne 22 % à 30 % des emplois occupés selon les provinces. Les emplois qualifiés (professionnels, techniciens, employés) ne représentent qu'environ 10 % des emplois occupés par les membres des exploitations agricoles.

Tableau 6. Composition du revenu des exploitations selon la superficie cultivée par tête

	Trujillo					Celendin					La Convencion				
	T1	T2	T3	T4	Total	T1	T2	T3	T4	Total	T1	T2	T3	T4	Total
Agriculture (%)	7,7	34,1	30,3	52,2	24,9	6,5	4,4	4,1	14,5	7,7	83,0	64,0	82,0	73,7	74,0
Élevage (%)	6,0	11,9	13,0	33,8	12,1	15,4	19,1	42,8	58,1	34,5	0,0	0,0	3,9	0,0	0,9
Auto-emploi non agricole (%)	29,6	15,0	32,0	5,5	23,7	36,8	30,1	29,6	15,0	26,9	0,3	11,0	6,8	4,8	6,4
Salariat agricole (%)	15,8	4,9	8,6	6,6	10,1	13,3	2,6	1,6	0,2	3,8	11,3	3,3	0,8	0,3	1,6
Salariat non agricole (%)	40,9	34,1	16,0	1,9	29,2	28,0	43,7	21,8	12,2	27,1	5,4	21,7	6,5	21,2	17,1
Revenu agropastorale réel par tête (\$)*	265	949	1 114	3 239	962	157	311	583	1 302	519	233	427	611	1 158	735
	(583,16)	(1 497,12)	(937,66)	(5 739,89)	(2 281,02)	(225,64)	(565,47)	(528,14)	(2 116,90)	(1 117,99)	(116,53)	(309,87)	(384,58)	(1 646,28)	(956,79)
Revenu total réel par tête (\$)*	1 739	2 220	2 460	3 589	2 230	681	1 325	1 321	1 798	1 231	279	673	712	1 461	947
	(1 557,59)	(1 581,41)	(1 952,16)	(5 672,18)	(2 494,98)	(859,84)	(2 122,46)	(1 845,88)	(2 387,82)	(1 669,14)	(128,53)	(575,99)	(392,93)	(1 797,76)	(1 058,58)

Les écarts types figurent entre parenthèses. Les revenus ont été déflatés par l'indice général des prix au consommateur du département où est située la province.

T1 = < 0,2 ha ; T2 = de 0,2 à 0,5 ha ; T3 = de 0,5 à 1 ha ; T4 : > 1 ha

Source : Calculs de l'auteur d'après base de données (2002).

gnent la faible propension des activités agropastorales à générer des revenus suffisants.

Les différences régionales dans la composition du revenu tiré des activités complémentaires reflètent l'inégale distribution des emplois qui sont imputables, comme on l'a déjà vu, à des facteurs économiques et sociaux : proximité de la capitale départementale, présence d'une agriculture commerciale favorable au développement du salariat agricole, état des infrastructures de communication. C'est donc dans la zone de Trujillo que les activités salariées contribuent le plus au revenu total, soit pour près de 40 %, contre 31 % à Celendin et 19 % à La Convencion. La prédominance des revenus de l'auto-emploi non agricole à Celendin s'explique par la bonne intégration économique de la zone au grand marché de Cajamarca où sont écoulés les produits de l'artisanat local.

Cette constatation suggère un effet spatial des revenus complémentaires plutôt antidistributif car ils sont concentrés dans les provinces proches des grandes villes ou dans celles qui sont économiquement intégrées à un grand marché urbain grâce à un réseau de communication dense et de bonne qualité, c'est-à-dire dans les zones où les marchés des produits et des facteurs fonctionnent bien et où les coûts de transaction sont faibles. De plus, les emplois les mieux payés sont également l'apanage des

zones péri-urbaines (cf. tableau 4). Les salaires agricoles de Trujillo sont en moyenne supérieurs de près de 30 % aux salaires de Celendin et de 50 % de ceux de La Convencion, les salaires non agricoles dépassant respectivement de 35 % et 18 % ceux des deux autres provinces. Les gains journaliers de l'auto-emploi sont, quant à eux, supérieurs d'environ 50 % à Trujillo que dans les deux autres provinces. Ces différences s'expliquent à la fois par les tensions plus fortes sur le marché du travail de Trujillo en raison d'une demande plus soutenue mais aussi par la plus forte proportion d'emplois qualifiés.

D'un point de vue micro-économique, on admet généralement que le niveau de revenu des exploitations entretient, avec les activités de diversification, une relation qui a la forme d'une courbe en U, c'est-à-dire que ces activités sont principalement développées par les plus pauvres et par les plus riches. Pour les plus riches, le « surplus » tiré de l'activité agricole est investi dans des activités non agricoles lucratives. Les agriculteurs les plus pauvres, quant à eux, ayant du mal à survivre à l'aide des seuls revenus tirés de la ferme, ont une forte propension au travail hors de l'exploitation. Mais la littérature admet également que la relation entre le niveau de revenu des exploitations et les activités de diversification peut prendre l'aspect d'une courbe en forme de U inversé.

En effet, si des coûts de transaction prohibitifs sont associés à l'exercice d'activités complémentaires, alors les plus pauvres risquent d'être exclus de ces activités. Par ailleurs, des revenus agricoles élevés atténuent la nécessité d'obtenir des compléments de revenus hors de l'exploitation.

Afin d'analyser les différences intergroupes dans la composition du revenu des exploitations on a divisé l'échantillon en quatre classes de revenus. Les données du tableau 5 indiquent que les exploitations appartenant au premier quartile obtiennent une part bien plus élevée de leur revenu total de l'agriculture que les exploitations du quartile supérieur. En revanche, la part de l'élevage augmente très nettement avec le niveau de revenu, ce qui réduit le besoin des groupes les plus riches de percevoir des revenus extérieurs à l'exploitation agropastorale. En effet, lorsque l'élevage est une activité importante, comme à Trujillo et à Celendin, la part des sources complémentaires de revenu dans le revenu total des exploitations est proche quelque soit le quartile considéré. En revanche, lorsque les revenus de l'élevage sont inexistantes, comme à La Convencion, le revenu des activités complémentaires représente 32 % du revenu des foyers les plus riches, alors que cette proportion ne dépasse pas 8 % des revenus du groupe inférieur.

La principale source complémentaire de revenu varie très nettement selon les groupes de revenu. D'une manière générale, la part des revenus provenant de l'auto-emploi non agricole a tendance à augmenter avec le niveau de revenu, à l'exception notable de la province de Celendin où 45 % des revenus des foyers les plus pauvres proviennent de l'auto-emploi. Ce constat confirme que l'auto-emploi comprend des activités fort disparates qui sont inégalement distribuées selon les groupes de revenus : les plus pauvres sont spécialisés dans des activités artisanales dont la rémunération est faible (cf. tableau 4) et qui offrent un potentiel

productif limité ; les exploitations les plus riches en revanche concentrent leurs efforts sur des activités qui nécessitent un investissement important (commerce, transport, etc.) et procurent des gains substantiels. On observe également une relation inverse entre la part des revenus du salariat agricole dans le revenu total et le niveau de ce dernier. Une fraction beaucoup plus grande des revenus des foyers appartenant aux deux premiers quartiles provient du salariat agricole comparativement aux deux quartiles correspondants aux exploitations les plus aisées qui obtiennent, en revanche, une fraction substantielle de leurs revenus du salariat non agricole.

Les segments de la population les plus infortunés ont donc leurs revenus concentrés sur l'agriculture (auto-emploi ou salariat) et sur ce que l'on appelle des activités résiduelles ou encore des activités de dernier ressort, qui offrent peu de chances réelles d'arracher les exploitations concernées à la pauvreté. Cette faible diversification des sources de revenu des foyers les plus pauvres n'est pas sans conséquences sur leur capacité à faire face à une baisse temporaire de leur revenu. Ils apparaissent particulièrement vulnérables à une baisse des revenus agricoles, qu'elle soit liée à une baisse des prix des produits agricoles ou à une chute de la production consécutive à un choc climatique car les différentes sources de leurs revenus sont fortement corrélées entre elles.

Ces résultats tendent à accréditer l'idée que la contribution des sources complémentaires de revenus à la réduction des disparités de revenus ne va pas de soi. Afin de mesurer l'influence de chaque composant du revenu sur la distribution du revenu total, on a utilisé la méthode de décomposition de l'indice de Gini proposée par Shorrocks (1983).

Cette méthode prend en compte la part relative de chaque source de revenu, la distribution des revenus de chaque composant (mesurée par le pseudo Gini), et la corrélation

entre les différentes sources de revenu. Elle génère des contribution relatives de chaque composant du revenu (S_k) à l'inégalité des revenus dont la somme est égale à 1.

$$\sum_k S_k = 1 \text{ avec } S_k = \frac{\text{Cov}(Y_k, Y)}{\text{Var}(Y_k)} G(Y_k)$$

où $G(Y_k)$ représente la valeur du « pseudo Gini » du composant k du revenu⁸ et s'écrit :

$$G(Y_k) = \frac{2}{\mu n^2} \sum_i \left(i - \frac{n+1}{2}\right) Y_{ik}$$

où μ est la moyenne des Y_i .

Les résultats portés au tableau 7 montrent que l'influence de chaque source de revenu sur la distribution du revenu total est fortement associée avec la part qu'elle représente dans le revenu total. Ainsi, le fait que les revenus du salariat non agricole expliquent 26 % environ de l'inégalité totale des revenus reflète l'importance relative de ces revenus dans le revenu total (26,5 %). Cette relation n'est cependant vraie que lorsque le composant Y_k est bien corrélé avec Y . Or ce n'est pas le cas de tous les éléments qui composent le revenu total et une bonne indication est donnée par le rapport entre la contribution à l'inégalité et le poids dans le revenu total (dernière colonne du tableau 7). Ce ratio est le plus élevé pour l'élevage et le plus faible

pour le salariat agricole. Ces contrastes suggèrent que les revenus de l'élevage, très concentrés (le coefficient de Gini est égal à 0,96) ont, toutes choses égales par ailleurs, un impact antidistributif bien plus élevé que n'importe quelle autre source de revenu. Le salariat agricole, en revanche, a la plus faible influence sur la disparité des revenus. Au total, les revenus complémentaires expliquent près de 60 % de l'inégalité des revenus, alors que les revenus agropastoraux n'en expliquent que 40 %, ce qui signifie que les sources de revenus autres que celles provenant de l'unité agropastorale contribuent à renforcer l'inégale répartition des revenus plutôt qu'à l'atténuer.

Cette constatation ne suffit pourtant pas à conclure que les sources complémentaires de revenu ne sont pas importantes du point de vue du bien-être des populations, car elles aident à réduire la pénurie de ressources dont souffrent les foyers les plus démunis et peut les empêcher de s'enfoncer plus loin dans la pauvreté. Les emplois complémentaires en particulier, peuvent aider à compenser les effets antidistributifs de l'accès inégal à la terre. On a donc étudié, pour terminer, la distribution des revenus selon quatre groupes de taille d'exploitation construits en fonction de la surface cultivée par tête⁹. Les chiffres portés au tableau 6 montrent que les

Tableau 7. Décomposition de l'inégalité des revenus selon les sources de revenu

	Indice de Gini (1)	Indice de pseudo Gini (2)	Décomposition du pseudo Gini (3)	Contribution (%) (4)	Part dans revenu total (5)	(4)/(5)
Agriculture	0,747	0,128	0,146	18,63	29,19	0,638
Élevage	0,961	0,110	0,213	27,16	16,00	1,697
Auto-emploi non agricole	0,694	0,144	0,186	23,72	21,38	1,110
Salariat agricole	0,616	0,026	0,032	4,11	6,98	0,589
Salariat non agricole	0,534	0,176	0,207	26,37	26,46	0,997
Revenu total	0,585	0,585		100,00		

Source : Calculs de l'auteur d'après base de données (2002).

8. $G(Y_k)$ est appelé pseudo Gini car les pondérations attachées à chaque Y_{ik} correspondent à leur rang dans la distribution du revenu total plutôt que leur rang dans la distribution du composant k du revenu.

9. Les exploitations qui cultivent moins de 0,2 ha par personne, celles qui cultivent entre 0,2 et 0,5 ha, puis entre 0,5 et 1 ha, et enfin celles qui cultivent plus de 1 ha par personne.

paysans appartenant au groupe le plus pauvre sont ceux dont l'exploitation est petite et *vice versa*. Le revenu par tête et la part des revenus issus de l'exploitation agropastorale sont d'autant plus élevés que la superficie cultivée par personne est grande. Toutefois, les petits paysans ne sont pas uniformément pauvres. En effet, les revenus complémentaires sont distribués de telle manière que ce sont les plus petites exploitations qui en bénéficient le plus. Ainsi, 80 % du revenu total des exploitations qui cultivent moins de 0,2 ha par personne provient des emplois complémentaires à Trujillo et à Celendin, contre respectivement 14 % et 31 % pour les exploitations qui cultivent plus de 1 ha par tête. À La Convencion, en revanche, les revenus complémentaires sont distribués à peu près également entre les groupes d'exploitations.

Il ressort du tableau 7 que la surface cultivée par personne est peu corrélée avec le niveau de revenu. Il en résulte une dispersion du revenu total entre les exploitations de taille différente bien plus faible que la dispersion du revenu agropastoral. En effet, alors que le revenu agropastoral des grandes exploitations est 11 fois plus élevé que celui des plus petites à Trujillo, le revenu total n'est supérieur que de 28 %. À Celendin le rapport du revenu agropastoral entre les grandes et petites exploitations est de 1 à 7 alors que celui du revenu total est de 1 à 1,6. À La Convencion, ces deux chiffres s'établissent autour de 4. Autrement dit, d'une manière générale, les sources complémentaires de revenu contribuent à compenser les effets négatifs de l'inégale dotation en terre des exploitations sur la répartition des revenus. Ce constat confirme un autre résultat, de portée plus générale, à savoir qu'en milieu rural, le niveau de vie des agriculteurs progresse plus facilement grâce à leur participation au marché du travail qu'à travers leur participation au marché foncier, généralement caractérisé par de multiples imperfections et de fortes barrières à l'entrée, que les groupes les plus dépourvus ont du mal à franchir.

Conclusion

Dans la mesure où le type d'emploi occupé apparaît comme le principal déterminant du niveau de vie des populations rurales au Pérou, et que la pauvreté est largement répandue dans les campagnes, l'emploi en milieu rural devrait faire l'objet d'un intérêt spécial. Les deux principaux problèmes qu'il faut alors affronter sont, d'une part la capacité limitée de l'agriculture à absorber la main-d'œuvre disponible et, d'autre part, le peu d'emplois offerts en dehors de l'agriculture dans les zones éloignées des grands marchés urbains.

L'agriculture péruvienne, contrairement à celle des autres pays, ne constitue pas un gisement majeur d'emplois, et pourrait difficilement être la pierre angulaire d'une politique d'emploi et de réduction de la pauvreté. En effet, les possibilités d'accroissement de la capacité d'absorption de main-d'œuvre de l'agriculture sont faibles. De nombreuses études ont souligné la pauvreté des ressources naturelles, la rigueur du climat lié à l'altitude, la rareté de l'eau, l'inadéquation de la structure agraire composée d'exploitations de petite taille, le peu de ressources financières (propres ou crédit) pour financer l'investissement, l'absence de formation technique et managériale des agriculteurs (Gonzales de Olarte *et al.*, 1987 ; Cotlear, 1989 ; Caballero, 1981). Une autre limitation à l'emploi productif dans beaucoup d'exploitations paysannes est la faible demande locale pour les produits agricoles, à laquelle s'ajoutent les difficultés d'écoulement de ces produits sur les principaux marchés urbains en raison des coûts élevés de commercialisation du fait des distances et de l'état des routes.

Le « secteur » qui regroupe l'ensemble des occupations complémentaires a la capacité d'offrir un grand nombre d'emplois. Toutefois, ce secteur est composé d'un éventail très large d'activités, dont le potentiel économique est très variable mais qui n'offrent pas toujours de possibilités réelles d'amélioration du niveau de vie des populations rurales.

Un des problèmes persistants des emplois créés hors de l'agriculture en milieu rural, en particulier dans les zones les plus reculées, est qu'ils sont généralement peu productifs et par conséquent mal payés, souvent à peine plus qu'une journée de travail agricole. On observe ainsi généralement un lien entre la pauvreté et la part que représentent ces emplois aussi bien dans le temps total de travail que dans les revenus, cette caractéristique expliquant qu'ils contribuent à renforcer plutôt qu'atténuer l'inégale distribution des revenus. On peut cependant reconnaître leur utilité, car dans un environnement caractérisé par le sous-emploi permanent, toute utilisation supplémentaire du travail contribue à augmenter les revenus, même modestement. Le développement de ces occupations, généralement consommatrices de main-d'œuvre, est donc socialement souhaitable.

Toutefois, à ces emplois peu porteurs d'avenir on peut opposer un second type, qui correspond à des postes dans des entreprises produisant de biens selon des méthodes de production modernes, faisant appel à une plus grande qualification du travail, ou nécessitant un capital financier et physique important. La localisation de ce type d'entreprises est en général positivement corrélée avec les niveaux de revenus par tête et l'accessibilité des marchés des biens et des facteurs car elles se développent en réponse à la

demande des produits dont les sources se situent sur les marchés nationaux urbains ou sur les marchés d'exportation. En conséquence, les emplois offerts par ces entreprises sont relativement bien rémunérés. Toutefois, comme ils ont tendance à être occupés par les individus les plus « riches » vivant dans les régions les mieux dotées en infrastructures, ils ont un impact plutôt négatif sur les disparités de revenus.

En effet, la probabilité d'occuper un emploi complémentaire en milieu rural, en particulier s'il est bien rétribué, est apparue largement fonction de la localisation et surtout de l'accessibilité des zones rurales. En conséquence, pour appuyer les stratégies de promotion de l'emploi rural et une plus large répartition géographique des gains de la croissance, il conviendrait d'améliorer en priorité l'accès aux régions rurales, notamment par la route. Une amélioration du système de transport peut avoir un impact sérieux non seulement sur la croissance économique mais aussi sur le processus d'intégration politique et la consolidation administrative. Toutefois, l'effort financier qu'impliquerait cette politique a peu de chances d'être accompli par un gouvernement qui se trouve dans un état chronique de restriction budgétaire, et pour qui, les paysans, éloignés des centres du pouvoir, forment rarement une clientèle électorale digne d'intérêt et donc de soutien financier. ■

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Caballero J.-M. *Economía Agraria de la Sierra Peruana*. Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1981, 426 p.
- Cotlear D. *Desarrollo campesino en los Andes*. Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1989, 325 p.
- Deininger K., Olinto P. *Rural Nonfarm Employment and Diversification in Colombia*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 455-465.
- Elbers C., Lanjouw P. *Intersectoral Transfer, Growth, and Inequality in Rural Ecuador*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 481-496.
- Escobal J. *The Determinants of Nonfarm Income Diversification in Rural Peru*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 497-508.
- Ferreira F., Lanjouw P. *Rural Nonfarm Activities and Poverty in the Brazilian Northeast*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 509-528.
- Figuroa A. *La economía campesina de la Sierra del Peru*. Fondo Editorial Pontificia Universidad Católica del Peru, Lima, 1980, 146 p.
- Golte J. *La racionalidad de la organización andina*. IEP, Lima, 1980, 124 p.
- Gonzales de Olarte E. *En las fronteras del mercado. Economía política del campesinado en el Peru*. Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 1994, 371 p.
- Gonzales de Olarte E., Hopkins R., Kervyn B., Alvarado J., Barrantes R. *La lenta modernización de la economía campesina*. IEP, Lima, 1987, 233 p.
- Gonzales de Olarte E. *Economías regionales del Peru.*, IEP, Lima, 1982, 288 p.
- Harris J.-R. Todaro M.-P. *Migration, Unemployment and Development: a Two-Sector Analysis*. *American Economic Review*, 1970, 60 (1): 126-142.
- Herrera J. *La Pobreza en el Peru 2001 - Una visión departamental*. INEI-IRD, Lima, 2002, 196 p.
- Institut national de la statistique et de l'informatique (INEI). *III Censo Nacional Agropecuario*. Lima, Pérou, 1994.
- INEI. *Peru: Compendio Estadístico 2001*. Lima, Pérou, 2001, 784 p.
- Lanjouw P. *Rural Nonagricultural Employment and Poverty in Ecuador*. *Economic Development and Cultural Change*, 1999, 48 (1) : 91-122.
- Lanjouw P. *Nonfarm Employment and Poverty in Rural El Salvador*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 529-547.
- Lewis W.-A. *Economic Development with Unlimited Supply of Labor*. The Manchester School of Economic and Social Studies, 1954, 22 (2) : 139-191.
- Mazurek H., Gondard P., Lourdes H.-R., Digna M.-I. *Peru en Mapas - Estructura y Dinámicas del Espacio Agropecuario - III Censo Nacional Agropecuario 1994*, ORSTOM-INEI, 1998, 218 p.
- Pulgar Vidal J. *Geografía del Peru; las ocho regiones naturales del Peru*. Ed. Universo S.A., Lima, Peru, 1970.
- Reardon T., Berdegue J., Ecobar G. *Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 395-409.
- Ruben R., Van der Berg M. *Nonfarm employment and Poverty Alleviation of Rural farm Households in Honduras*. *World Development*, 2001, 29 (3) : 549-560.
- Schultz T.-W. *Economic Organization of Agriculture*. McGraw-Hill, New York, 1953.
- Shorrocks A.-F. *The Impact of Income Components on the Distribution of Family Incomes*. *The Quarterly Journal of Economics*, The MIT Press, 1983, p. 311-326.

Économie rurale

282 • Juillet-août 2004

Recherches

— 3 —

AURÉLIE TROUVÉ

Les régions, acteurs des politiques agricoles
Analyse comparée en Bavière et Schleswig Holstein

— 19 —

JEAN-PHILIPPE COLIN

Le marché du faire-valoir indirect dans un contexte africain
Éléments d'analyse

— 40 —

PASCALE PHÉLINAS

L'emploi complémentaire en milieu rural péruvien :
la richesse des pauvres ?

Compte rendu de colloque

— 59 —

À propos des journées « Économie et Sciences sociales »

SÉVERINE GOJARD • CÉLINE BESSIÈRE

Décloisonnements disciplinaires, transferts et malentendus

Tribunes

— 72 —

CHRISTOPHE CHARLIER

Traçabilité et gestion de la sécurité alimentaire
Quelle politique pour le règlement européen 178/2002 ?

Notes de lecture

— 83 —

Résumés